



Déclaration liminaire au CTL du 18 juin 2019

Monsieur le Président,

Jeudi 6 juin, les services de Bercy de M Darmanin ont envoyé à l'ensemble des rédactions régionales et nationales les cartes 2019/2022 de la déconcentration de proximité avec un communiqué vantant l'augmentation « des points de contacts » de la DGFIP à l'horizon 2022.

Il s'agit d'une véritable œuvre de propagande visant à masquer un plan social massif et un plan de destruction de la DGFIP.

DESTRUCTION du maillage territorial actuel de la DGFIP qui permet un accueil généraliste tout au long de la semaine. En effet, le plan prévoit la suppression de 75 % des trésoreries ainsi que des fusions de services des impôts des particuliers et des entreprises.

PROPAGANDE parce que les cartes présentent une multiplicité d' « accueils de proximité » qui sont censés remplacer les trésoreries qui remplissaient un ensemble des missions dont celle essentielle de guichet de proximité ouvert à la population toute la semaine. De plus, il n'est pas fait état de l'ensemble des transferts et des suppressions/fusions de services à destination des particuliers et des entreprises qui comme pour les trésoreries supprimeront des guichets de proximité ouverts à la population toute la semaine. Ces accueils de proximité ne consisteront qu'en une simple permanence mensuelle ou hebdomadaire.

Mardi 11 juin, les annonces concernant l'Essonne tombent :

- 16 trésoreries devraient disparaître : 7 implantations seraient définitivement fermées, transférant toutes leurs activités à 10 Services de gestion comptable (SGC), nouvelles structures sans comptable, spécialisées, qui pour l'heure seraient des structures DGFIP, comme vous nous l'avez assuré ce mardi 11 juin, omettant toutefois de préciser qu'à minima les SGC spécialisés « Hospitalier » avaient vocation à rejoindre les structures hospitalières.

- 12 « Conseillers aux collectivités locales »

- 17 « Accueils de proximité » en mairie ou dans les Maisons de services au public renommées Maisons France Service, ou des permanences seraient tenues une ou 2 fois par mois par des volontaires.

- Plus que 4 SIE avec une « antenne » dite pérenne à Yerres au lieu de 8 implantations actuelles

- Plus que 3 PCE au lieu de 8 implantations actuelles

- et les SIP subiront le même sort, lorsque les structures auront suffisamment « fondu », ce qui ne devrait pas mettre 10 ans s'il n'y a plus de déclaration d'IR et plus de TH !

C'est une dégradation sans précédent du nombre d'implantations de la DGFIP, et donc des conditions d'accueil du public.

C'est une dégradation supplémentaire et sans précédent des conditions de vie et de travail qui s'annonce pour tous les agents qui vont être transférés ici ou là, en les éloignant parfois considérablement de leur domicile.

Mais c'est bien le dernier souci de notre Ministre qui présente pourtant, cette année encore, un bilan extrêmement dégradé de l'observatoire interne, et ne communique toujours pas le nombre de suppressions d'emplois qui vont accompagner ces plans liquidateurs. Le cadrage de 120 000 emplois supprimés dans la Fonction Publique a été annoncé. Le démantèlement planifié de la DGFIP répond certainement de manière exemplaire à cette demande.

Pour les agents, y compris des cadres, c'est la stupeur, le désarroi ou la colère : disparition programmée de la DGFIP, fin du statut via la loi de refondation de la Fonction Publique, et du Code des pensions avec la réforme des retraites, voilà ce qu'on leur promet !

L'heure n'est plus à rassurer, Monsieur le Président.

Vous avez communiqué le plan de géographie revisitée en Essonne.

Nous vous demandons aujourd'hui : **combien de suppressions d'emplois programmées à la DDFIP de l' Essonne ?** Ne nous dites pas que vous ne savez pas ! Le nombre est-il si important qu'il ne puisse être dévoilé sans craindre une révolte des agents à qui demain on proposera « l'accompagnement » vers la sortie ?

Cela ne vous aura pas échappé, les projets énoncés dans cette déclaration sont tous marqués d'un conditionnel, car ces attaques sont inconcevables et inacceptables.

La CGT Finances Publiques combat et refuse le plan Darmanin de réforme de notre administration au détriment du service au public.

La CGT Finances Publiques ne se résigne pas à voir disparaître la DGFIP, les droits et garanties des agents, et continuera à œuvrer pour la préservation des missions, du réseau et l'arrêt des suppressions d'emplois.

Les élus de la CGT Finances Publiques ne cautionneront et n'accompagneront pas des projets qui pourraient mettre à mal notre administration et qui n'ont pour but final que la suppression massive d'emplois.

Les élus de la CGT Finances Publiques ne cautionneront et n'accompagneront pas des projets qui vont accroître la souffrance au travail des agents par des conditions d'emplois encore dégradées.